

# DA04 - DOSSIER D'ACCRÉDITATION DE L'OFFRE DE FORMATION DU 1<sup>ER</sup> ET DU 2<sup>E</sup> CYCLE DE L'ÉTABLISSEMENT : FICHE PROJET D'UNE FORMATION DU 1<sup>ER</sup> ET DU 2<sup>E</sup> CYCLE EN VUE DE L'ACCRÉDITATION

**CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2022-2023**

VAGUE C

Établissement demandant l'accréditation : Université de Reims Champagne-Ardenne / IUT de Troyes

Bachelor universitaire de technologie Carrières Juridiques	
<b>Caractérisation de la formation</b>	
<b>Intitulé de la formation</b>	Carrières Juridiques
<b>Type de cursus</b>	Bachelor universitaire de technologie
<b>Parcours</b>	Administration et justice Entreprise et association
<b>Lieu(x) de la formation</b>	
<b>Évolution de la formation</b>	<p><b>(1) Renouveau à l'identique</b></p> <p><del>(2) Renouveau avec restructuration légère : notamment, changement d'intitulés de parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture), changement de contenus de formation</del></p> <p><del>(3) Renouveau avec restructuration importante : notamment, modification du nombre et de l'organisation des parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture)</del></p> <p><del>(4) Création issue d'une restructuration</del></p> <p>(5) Création ex-nihilo</p>
<b>Réponse aux recommandations du Hcéres dans l'évaluation du bilan de la formation</b>	
<p>Concernant l'absorption évoquée par le BUT 3ème année CJ de la licence professionnelle Métiers du notariat proposée par l'URCA, il convient de souligner que les 125 kms qui séparent Reims et Troyes rendent difficile cette possibilité. En revanche, le département Carrières juridiques s'attachera à rencontrer le responsable de cette formation pour échanger sur d'éventuels partenariats.</p>	

Concernant la licence professionnelle Activités juridiques : métiers du droit social dispensée à Troyes, le département Carrières juridiques propose de se rapprocher du responsable de cette formation pour envisager d'intégrer au sein du BUT3 cette LP.

Concernant les poursuites d'études jugées trop nombreuses en licence générale, l'ouverture du parcours Entreprise et Association en BUT 3 par alternance va naturellement augmenter le nombre d'étudiants entrant sur le marché de l'emploi à l'issue du B.U.T. De plus, de nombreux étudiants ont pour ambition de passer des concours à bac + 3, ce qui expliquait la nécessité pour eux de valider une troisième année en faculté de droit. Désormais, le B.U.T. leur permettra de candidater directement à ces concours sans que les étudiants ne soient obligés de poursuivre leurs études. Le parcours Administration et Justice a été construit en ce sens dans les programmes.

## Évolution du projet de la formation

### 1. Politique et caractérisation de la formation

Le B.U.T. et plus largement la réforme de la licence professionnelle dans laquelle il s'inscrit, remet au centre du diplôme la professionnalisation. Il s'agit de l'un des axes prioritaires de l'université de Reims Champagne-Ardenne. Ce B.U.T. tertiaire s'inscrit comme une formation préparant les étudiants aux métiers supports dans les secteurs prioritaires de l'URCA (bioéconomie, industrie et numérique).

Le B.U.T. Carrières Juridiques montre depuis son ouverture (avant DUT CJ), un réel attrait pour les étudiants, avec un taux de candidatures important (plus de 2000 vœux pour 90 places). Il s'inscrit dans une offre de formation en B.U.T. tertiaires en complément avec les B.U.T. GEA et TC.

L'ouverture du parcours Entreprise et association en alternance en troisième année devrait ancrer un peu plus ce B.U.T. auprès des entreprises locales qui sont déjà très présentes pour accueillir les étudiants en stage.

Les aspects du développement durable, mais également de la responsabilité sociétale (DD&RS) sont des préoccupations majeures pour l'IUT de Troyes et un travail collectif est mené depuis l'autoévaluation avec l'ensemble des équipes. Des séminaires avec les personnels sont organisés, afin d'avoir une sensibilisation et une prise de conscience. En parallèle, des actions vont être menées avec les étudiants, en inscrivant dans l'ensemble des maquettes une sensibilisation obligatoire aux enjeux du développement durable et de la responsabilité sociétale. En collaboration avec la bibliothèque universitaire une base de connaissances et un cours vont être construits et seront accessibles aux étudiants.

En complément de ces enjeux, il nous semble important également d'intégrer la notion de data (ou big-data), face à laquelle l'ensemble des métiers va devoir s'adapter afin de pouvoir les exploiter. L'IUT va travailler afin que ces aspects soient présents dans l'ensemble des formations dispensées.

### 2. Organisation pédagogique de la formation

La formation s'appuie sur le référentiel national de compétences du B.U.T. CJ L'intégralité des activités pédagogiques au programme national est mise en place. L'approche par compétences est déployée dans l'ensemble de la formation à travers le dialogue entre les ressources pédagogiques classiques et les situations d'apprentissage et d'évaluation (Saé). Les étudiants rendent compte de leurs progrès dans l'acquisition des compétences à travers un portfolio. L'objectif de professionnalisation au cœur de la réforme du BUT s'exprime dans l'importance des stages (en deuxième et troisième année pour 26 semaines) ; les étudiants sont incités à rejoindre dès la troisième année un parcours en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation). Les premières "assises de la professionnalisation" co-organisées en décembre 2022 par Atoutalent (club d'entreprises du Grand Est), la CCI de Troyes et de l'Aube et l'IUT de Troyes ont vocation à accueillir tous les ans les étudiants du BUT pour les familiariser avec les grandes mutations des secteurs d'activités intéressés par ce BUT.

En troisième année de B.U.T., en formation initiale, une ressource d'initiation à la recherche sera mise en place pour les étudiants.

Concernant l'ouverture à l'international, le département CJ souhaite développer encore davantage l'offre de semestres à l'étranger et celle des stages à l'étranger. Dans cette perspective, la responsable des relations internationales du département recherche des nouveaux partenariats, et continue d'entretenir les partenariats existants en encourageant nos étudiants à effectuer des mobilités à l'étranger.

Par ailleurs, nous nous efforçons également d'inclure parmi les thématiques de projets proposés et menés par des étudiants au moins une thématique qui inclut une dimension internationale (exemples : visite de la cour pénale internationale / organisation de la visite de partenaires universitaires étrangers / projet humanitaire avec le Vietnam).

Enfin, les étudiants ont la possibilité de valider leur niveau de compétences dans une langue avec l'accès à une plateforme d'entraînement et de certification (Altissia) ou bien la certification TOEIC pour ce qui concerne l'anglais.

L'innovation pédagogique doit se poursuivre, notamment grâce aux Saé (situation d'apprentissage et d'évaluation) coconstruites par des enseignants de spécialités diverses et les professionnels. Le développement d'interventions sous forme de conférences interactives entre les professionnels et les étudiants est également souhaité, notamment dans la perspective de sensibilisation aux problématiques liées aux enjeux de développement durable et de responsabilité sociétale. L'objectif est également de mettre en œuvre des actions concrètes qui seront proposées par les étudiants à l'issue de ces interventions.

### **3. Attractivité, performance et pertinence**

Le renforcement des liens entre le département et les entreprises constitue également un objectif prioritaire pour développer l'alternance mais également pour proposer des ressources locales les plus adaptées possibles au tissu professionnel local. Dans cette perspective, la nomination d'un responsable de parcours avant la mise en œuvre de l'alternance pour organiser des tables rondes ainsi que la tenue de conseils de perfectionnement réunissant les principaux représentants des professions juridiques, comptables et sociales constituent des objectifs premiers. En parallèle, l'équipe enseignante devra mettre à profit les nombreux contacts avec les entreprises, avec la multiplication des terrains de stage, sur différentes périodes et années du B.U.T., pour inciter les professionnels à intervenir dans les enseignements ressources et Saé.

Le département ne souffre pas d'un manque d'attrait, néanmoins le taux d'abandon en première année (en particulier en fin de premier semestre) est à prendre en compte. Ce taux d'abandon semble s'expliquer par deux facteurs : la méconnaissance des formations en droit et des métiers auxquels elles préparent, mais aussi l'éloignement des étudiants qui pour une moitié ne sont pas originaires de Troyes et de l'Aube.

Le département met en place des SAE tôt, pour permettre aux étudiants de mieux appréhender ce que pourrait être leur futur métier. Des réflexions sont également menées sur les enseignements et la manière de partager les savoirs. L'équipe CJ met en place un suivi individualisé de chacun des étudiants, et un enseignant référent est assigné à chaque groupe TD.

### **4. Pilotage et amélioration continue de la formation**

L'IUT travaille à l'extension de sa certification ISO9001, initialement circonscrite aux formations continues et en alternance, à l'ensemble des formations, y compris en initial. Depuis la rentrée 2022 tous les parcours de B.U.T. proposés en alternance sont intégrés dans la démarche qualité avec l'évaluation des enseignements notamment. Pour les parcours en formation initiale, les enseignements sont évalués au travers des SAE. Cette démarche en cours de mise en place sera généralisée dès la rentrée 2023.

Le conseil de perfectionnement du B.U.T. CJ est intégré dans la démarche qualité globale. L'analyse SWOT issue de ces travaux permettra au management du département de préciser sa stratégie de formation (adaptation locale, ouverture des parcours en alternance, etc.).

Le département CJ a pour vocation de proposer une formation pluridisciplinaire à dominante juridique dans un contexte d'accompagnement fort des étudiants et d'un lien permanent avec le monde professionnel. En ce sens, l'accueil de 50 % de bacs technologiques nécessite une pédagogie adaptée qui se concentre particulièrement sur la méthodologie de travail dans un premier temps puis, dans un second temps, vers la multiplication des mises en situation professionnelle. Cette formation n'a pas d'équivalent dans la région Champagne-Ardenne et se positionne donc en complémentarité des études à l'UFR de droit. Des passerelles existent entre le BUT CJ et la faculté, notamment un étudiant, qui a validé une L1 en droit de manière très juste, a la possibilité d'intégrer le BUT2 et un étudiant, titulaire d'un BUT2 (DUT existant encore) d'un bon niveau, a la possibilité de rejoindre la faculté en L3.

Le choix des deux parcours Administration et justice (AJ) et Entreprise et association (EA) corrobore les besoins locaux. Les étudiants sont ainsi formés soit pour passer des concours de la fonction publique d'État et territoriale,

soit pour intégrer, en tant que collaborateurs juridiques, des cabinets d'avocats, études de notaires et de commissaires de justice, les cabinets d'expertise comptable et les agences immobilières (gestion de copropriété). Dans cette perspective, les ressources locales proposées à hauteur de 33 % des enseignements sont essentiellement assurés par des professionnels de la fonction publique et des structures privées (directeur de greffe, magistrat, avocats, notaires, huissiers, responsable bailleurs sociaux). Les ressources locales proposées sont par exemple la préparation aux oraux de concours, la rédaction d'actes (assignation, conclusions, rédaction d'acte de vente immobilière, etc.) ou encore la pratique du droit immobilier.

L'organisation pédagogique s'est profondément modifiée et doit poursuivre cette démarche à savoir l'appropriation de l'évaluation par compétences ainsi que le développement constant du travail collaboratif entre diverses disciplines comme le droit, la gestion, l'anglais et la maîtrise des outils numériques. Cette dernière constitue une force systématiquement relevée par les maîtres de stage que ce soit dans les structures publiques ou privées. C'est pourquoi, le passage obligatoire de la certification PIX par les étudiants en BUT est incontournable. De la même manière, la proposition de passage du TOEIC ainsi que l'utilisation systématique de la plateforme Altissia a pour vocation de valoriser et d'encourager le perfectionnement de la langue anglaise.

Concernant les débouchés et poursuite d'études, l'objectif est de permettre à tous les étudiants du parcours Entreprise et association d'intégrer définitivement l'entreprise à l'issue du BUT. Concernant les étudiants du parcours Administration et justice, une partie a vocation à passer les concours de niveau licence (greffier, gendarmerie, police, rédacteur territoriale) et l'autre partie à poursuivre leurs études en UFR afin de passer les examens d'entrée à l'école d'avocat, notaire ou commissaire de justice et les concours de la magistrature ou de commissaire de police.